

APPEL DES ORGANISATIONS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE BRETONNE

23 septembre 2014

Plus de 550 communes, le Conseil Régional de Bretagne administrative, les départements, dont la Loire Atlantique ont voté un vœu en faveur de la réunification. La population des 5 départements s'est exprimée à 70% pour la réunification par les multiples sondages.

Aujourd'hui une réforme territoriale est engagée et la réunification de la Bretagne est encore possible.

Pourquoi le gouvernement refuse-t-il aux Bretons la réunification qu'il accorde aux Normands ?

Pourquoi le découpage régional proposé fait-il fi des aspirations exprimées par les élus de la région Centre de former une région cohérente avec les départements actuels de la Région des pays de la Loire, à l'exception de la Loire atlantique appelée à rejoindre la Bretagne, conformément aux recommandations du Comité Balladur ?

Les Bretons ne veulent pas être condamnés à la dissolution dans un grand ouest. Ils veulent une région forte à 5 départements

Ils déplorent que la réforme qui devait responsabiliser les hommes et dynamiser les territoires et leur ouverture au monde, annonce la mort de la régionalisation, le retour en arrière sur les décentralisations de 1982, la domination écrasante du pouvoir central. Rennes et Nantes ne peuvent prétendre sérieusement au rôle de métropoles à l'échelon mondial. Tout au plus sont-elles des grandes villes ou petites grandes villes. Seule la Bretagne, avec son image reconnue, sa culture et ses capacités rassemblées peut jouer un rôle à l'échelle internationale.

Alors que le peuple breton connaît une capacité de rebond extraordinaire, et attend les moyens politiques pour prendre sa place dans le monde d'aujourd'hui, des grands élus, maires des plus grandes villes bretonnes, des élus départementaux et des parlementaires, se soumettant au dogme des métropoles avec leurs fractures territoriales, ont lâché prise sur la réunification, et appelé à la dissolution de la Bretagne dans le grand ouest. En opposition à ces thèses, nous considérons que la Bretagne ne sortira de la crise qu'en associant l'ensemble de ses forces et en valorisant la complémentarité de ses hommes, de ses femmes et de ses territoires. C'est un projet régional fondé sur une identité claire dont nous avons besoin.

Cette identité sert aussi celle des régions voisines comme le val-de-Loire. C'est un véritable débat de société.

Un fossé se creuse entre le peuple et les élus engagés dans la métropolisation de la France qui rompt avec l'égalité républicaine des territoires.

Il n'est plus possible de refuser aux Bretons d'utiliser leur formidable énergie pour conduire au succès leur exceptionnel maillage de villes et de villages, en faisant valoir :

- leur politique économique, industrielle, agricole, maritime,
- leur politique pour l'emploi, la formation,
- leur politique culturelle, linguistique
- leur politique environnementale, touristique.....

Il n'est plus possible de refuser à la Bretagne sa véritable dimension avec la Loire-Atlantique faisant de la Bretagne la 22ème région européenne.

Conscient d'un risque majeur de fractures sociales, démocratiques et territoriales, un nombre croissant d'organisations de la société civile ont décidé de porter haut et fort les aspirations profondes du peuple breton.

Ainsi, comme vient de le faire le monde économique breton, qui a annoncé avec force son engagement ce 22 septembre 2014, des organisations de la société civile bretonne, renouvellent leur appel solennel à la mobilisation de toutes les énergies pour obtenir la réunification et les compétences qui permettront à la Bretagne de faire entendre sa voix et d'exprimer ses innombrables potentialités pour le bien commun de tous les peuples du monde.

Au nom de la démocratie, elles exigent que la décision revienne au citoyen sur les sujets qui le concernent au premier chef, comme le découpage de sa région, l'avenir de ses langues ou le développement de son territoire.

Elles appellent toutes les forces vives de Bretagne et ses élus à les rejoindre.

Elles appellent toutes les personnes soucieuses de démocratie à se rassembler en masse à Nantes, le 27 septembre prochain, première étape d'une dynamique qui devra avoir raison des réticences et de l'aveuglement du pouvoir.